



Ville de Lisle-sur-Tarn

Département du Tarn

Commune de LISLE-SUR-TARN

### EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

N°1422024

**Le Maire,**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la demande faite par l'entreprise Chris Solution Solaire demeurant à Técou (81) en date du 9 août 2024 afin de procéder à l'installation de panneaux photovoltaïques en toiture au 5 rue du Coustourous,

**CONSIDERANT** que les travaux devant être effectués par le demandeur ne sont pas compatibles avec le maintien normal de la circulation sur les voies concernées,

Il y a lieu de prendre les mesures de sécurité suivantes :

#### ARRETE

**Article 1 :** La circulation sera interdite 5 rue du Coustourous le 3 septembre 2024 de 8 heures à 18 heures.

Deux places de stationnement au droit de l'immeuble seront réservées à l'entreprise.

**Article 2 :** Des panneaux de signalisation correspondant aux normes en vigueur seront mis en place aux distances réglementaires et enlevés par l'entreprise Chris Solution Solaire.

**Article 3 :** Il est strictement interdit de nettoyer le matériel sur la voie publique. Toute évacuation dans le réseau public de pluvial est formellement interdite.

**Article 4 :** L'entreprise Chris Solution Solaire demeurera seul responsable des nuisances et des dégâts qui pourraient être causés aux personnes ou aux biens pendant la durée de ce chantier. L'entreprise Chris Solution Solaire mettra en place toutes les mesures de sécurité nécessaires.

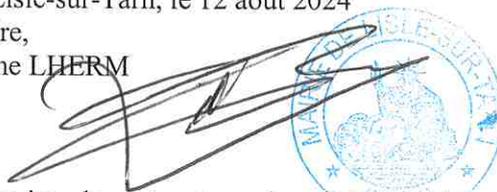
L'entreprise Chris Solution Solaire informera les riverains concernés et affichera cet arrêté sur les lieux durant toute la durée du chantier.

**Article 5 :** La Gendarmerie et la Police Municipale de Lisle-sur-Tarn seront chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Maire  
l'adjoint délégué  
Patrick GAILLAC

Fait à Lisle-sur-Tarn, le 12 août 2024

Le Maire,  
Maryline LHERM



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui a été publié le 12. AOÛT. 2024.....et/ou notifié à l'intéressé(e) le 12. AOÛT. 2024... La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de 2 mois à compter de cette notification ou de sa publication. Cette saisine pourra se faire, pour les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargés de la gestion d'un service public, par la voie habituelle du courrier ou via l'application informatique Télérecours, accessible par le lien : <http://www.telerecours.fr>.